

2009-10-23

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Politique monétaire optimale et libre entrée des entreprises

par Vivien Lewis

NBB Working Paper No 178 - Research Series

Ce Working Paper décrit la politique monétaire optimale dans une économie en situation de concurrence monopolistique avec libre entrée des entreprises. On suppose que tout achat de biens de consommation requière la détention préalable d'encaisses et que les salaires sont fixés une période à l'avance. Les deux hypothèses retenues, à savoir l'importance de la monnaie utilisée à des fins de transaction et la rigidité des salaires nominaux, impliquent que la politique monétaire peut exercer une influence sur la marche de l'économie.

Les mouvements d'entrée et de sortie des entreprises constituent une composante majeure des cycles économiques. En effet, l'entrée nette d'entreprises est une forme d'investissement et joue un rôle dans la propagation et l'amplification des chocs. Comme souligné ci-dessous, les coûts d'entrée et la dynamique des entreprises interviennent dans la détermination du niveau optimal de la marge à appliquer aux prix des biens de consommation et du loisir. En dépit de sa pertinence pour appréhender les fluctuations macroéconomiques et éclairer le choix de la politique optimale à mener, la variable relative à l'entrée des entreprises a longtemps été omise dans les modèles traditionnels des cycles économiques.

Par politique optimale, on entend le fait que les autorités fixent le niveau des instruments qui sont à leur disposition, en l'occurrence le taux d'intérêt et l'offre de monnaie, en fonction de la situation économique afin de maximiser l'utilité d'un ménage représentatif. Ce faisant, elles se heurtent à la contrainte que les entreprises et les ménages agissent dans leur meilleur intérêt en maximisant, respectivement, leurs profits et leur utilité. L'annonce des décisions de politique monétaire est assortie d'engagements et jouit d'une crédibilité sans faille. Par ailleurs, on suppose que les instruments de nature fiscale générateurs de distorsions, tels que l'octroi de subventions visant à agir sur les revenus du travail, ne font pas partie de l'arsenal des autorités.

Les entreprises doivent générer suffisamment de profits afin de compenser les coûts d'entrée, ce qui les oblige à ajuster à la hausse le prix des biens qu'elles produisent. À défaut, les profits seraient nuls, aucune entreprise n'entrerait sur le marché et, par voie de conséquence, la production serait, elle aussi, nulle. C'est pourquoi il importe que s'opère une telle majoration des prix. Les biens sont dès lors plus onéreux dans une économie de ce type caractérisée par la libre entrée d'entreprises que dans une économie de concurrence pure avec tarification au coût marginal. Il en résulte une mauvaise allocation des ressources, dans la mesure où le prix du loisir n'est, quant à lui, pas ajusté à la hausse. Les biens de consommation et le temps consacré au loisir sont deux sources d'utilité entre lesquelles les ménages arbitrent. Ces derniers pourraient alors être tentés d'accroître leur temps de loisir plutôt que leur consommation de biens, de sorte que l'offre de travail et la production se situeraient à un niveau sous-optimalement faible. Étant donné le besoin des entreprises en main-d'œuvre afin de pouvoir pénétrer un marché, une offre de travail qui s'avérerait insuffisante entraînerait des entrées trop peu nombreuses et un nombre trop limité d'entreprises à l'équilibre.

La conduite d'une politique monétaire optimale permet d'atteindre un niveau de bien-être plus élevé lorsque les salaires sont rigides que lorsqu'ils ne le sont pas. Les autorités agissent sur l'offre de monnaie pour porter le salaire réel - le coût du loisir - à un niveau supérieur à celui du salaire flexible, à la suite de chocs expansionnistes. Il s'ensuit dès lors une hausse de l'offre de travail, une production accrue de biens et l'arrivée de nouvelles entreprises.